



## C'est quoi le Projet ?

L'UEAJ de COURDIMANCHE traverse un moment institutionnel très compliqué, avec une vague d'arrêts-maladie chez les cadres comme chez les agents qui nous interpelle d'autant plus que l'UEHC de l'EPEI de Pontoise, l'autre unité, sort à peine d'une crise institutionnelle de deux ans. Du côté de l'autre service d'Insertion du Val d'Oise, la situation n'est pas enviable non plus, avec une fragilité RH qui se chronicise notamment du fait de l'absence de PT.

Sur notre département, où pourtant 850 jeunes sont suivis par la PJJ, l'Insertion souffre d'un vrai manque de portage institutionnel. Depuis longtemps, certes, très longtemps même, mais les annonces récentes de gel RH sur l'UEAJ de Courdimanche, la démission de la psychologue, le non-remplacement de l'AT en arrêt long sur la K'fête 95 et le départ très probable (réorganisation, relocalisation ?) de la mission Cézame de Courdimanche soulèvent beaucoup de questions chez les collègues sur l'avenir de leur unité. D'autant que, par ailleurs, sujet récurrent du 95 ou running gag, on ne sait plus trop, l'immobilier est un problème très important. Le site de Courdimanche, que l'UEAJ partage avec l'UEMO présente des fissures trop sérieuses pour que l'activité s'y poursuive au long cours. L'UEMO devrait enfin emménager d'ici un an environ selon le DIR, sur des locaux trouvés à Cergy (à moins d'un kilomètre de l'ancien immeuble d'où le service a déménagé en 2014 pour des raisons budgétaires), mais pour l'UEAJ, les perspectives sont trop lointaines pour être réalistes.

Pourtant, depuis 2019, le problème majeur est cerné : le double site (Courdimanche /K'fête 95) et la double activité n'est plus compatible avec les normes RH fixées par la DPJJ pour les UEAJ. Si la DT 95 a pensé contourner le problème un temps avec l'appui de l'éducateur de la mission Cézame et le recrutement d'un contractuel, la fragilité du bricolage s'est payée cash l'été dernier lors du plan social. De même pour l'AT de la K'fête 95, dont le missionnement, bien que très ancien (sept ans), n'a jamais été pérennisé, et pour cause : depuis 2019, tout le monde, Administration comprise, savait que le projet ne pouvait pas tenir ainsi. Mais depuis, une crise sanitaire, une DT qui avait d'autres projets dont on ignore encore les desseins, trois RUEs différentes, une grosse crise sur l'autre unité... et six ans sont passés sans que personne ne s'inquiète de rien... Le mode dégradé devenant comme trop souvent le mode habituel. Si le recrutement de la psychologue, puis de la PT cuisine, il y a un an et demi avait laissé penser qu'un projet allait pouvoir s'inscrire, l'évidence saute aujourd'hui aux yeux, le restaurant d'application du 95 tient sur 1,9 ETP, et l'UEAJ sur 3 ETP. Dès lors, le moindre congé, arrêt, formation, désorganise le service, voire compromet littéralement l'ouverture du restaurant, faisant peser sur les collègues une responsabilité qui ne devrait pas leur incomber. Le *turn-over* des RUEs et la fragilité plus globale de l'équipe de Direction, en revanche, sont en cause. Actuellement encore, la RUE en poste depuis septembre vient d'annoncer son départ en disponibilité et la Directrice est en arrêt.

Hier en audience, le DIR et le DT ne peuvent que partager le constat : en l'état, ça ne tient ni à la K'fête 95 ni à Courdimanche... Les collègues s'abîment et les jeunes ne sont pas pris en charge ou plutôt pas à la hauteur des besoins du deuxième département le plus jeune de métropole. Il faut donc faire un choix : renoncer au double projet, au double site, ne faire qu'un restaurant, ou qu'une UEAJ... Aucune décision n'est prise fort heureusement pour les agents, Monsieur MARREC, le DTA, viendra les rencontrer le 1<sup>er</sup> juillet afin qu'ils participent, comme qu'il se doit, à la redéfinition du projet. Cependant, le **SNPES PJJ FSU** a défendu et obtenu hier auprès de la DIR (la DT 95, déjà débordée par trop de sujets, ne pouvant pas faire les choses seule) un appui extérieur global, qui associera les M.O. et les hébergements sur l'analyse des besoins. Cette dernière s'enclenchera au dernier trimestre et les modalités en seront définies avec la DT 95, qui, il faut le rappeler, change au 1<sup>er</sup> septembre.

Et d'ici-là ?.. qui dit évaluation dit temps ! Monsieur DUPLENNE réaffirme la volonté de la DIR de ne pas fermer l'UEAJ, ce qui peut sembler une évidence mais mérite d'être précisé quand les personnels sont autant à bout de souffle et la structure désertée. Quant à Monsieur MARREC, DT par intérim, il s'inquiète du risque majeur de l'isolement des personnels. Il ré-ouvre la porte aux propositions de consolidation des partenariats locaux déjà mis en œuvre par les collègues aujourd'hui, mais régulièrement compromis par des problèmes récurrents de paiement que notre section dénonce régulièrement, que ce soit en termes d'entrées (sur la facturation des prestations proposées par la K'fête 95), ou de sorties (impossibilité de payer chez Métro, factures d'intervenants non abouties...).

Si cette audience n'avait pas vocation à sortir du chapeau des solutions démagogiques et irréalistes, le plafond d'emploi de la DIR-IDF est toujours beaucoup trop contraint et le Secrétariat Régional du SNPES-PJJ-FSU défendra son élargissement lors d'une énième audience la semaine prochaine. La pugnacité des collègues de l'UEAJ et de la section **SNPES-PJJ-FSU 95** a permis, à l'évidence, que le sujet de l'insertion dans le 95 s'inscrive pleinement dans le schéma régional en cours de travail à la DIR et que la DT 95 et les collègues obtiennent l'appui dont ils ont besoin pour penser enfin leur travail dans l'avenir et le long terme, ce qui a toujours fait cruellement défaut sur ce département.

A la veille de l'arrivée du nouveau DT, le **SNPES-PJJ-FSU 95** invite les collègues à rester mobilisé avec nous, comme c'est le cas sur le STEMO-Est qui vit des conditions de travail très éprouvantes en termes immobilier et RH, sur les deux unités de l'EPEI de Pontoise, sur le STEMO-Ouest qui attend également un déménagement et gère comme il peut ses listes d'attente et ses différentes missions (UEAT, MO...), mais également sur les collègues du CEF de Saint-Brice et de l'EPEI de Villiers-le-Bel, qui même s'ils souhaitent rester dans l'ombre, savent dénoncer les dangers pour les adolescents et portent avec nous l'exigence d'une prise en charge de qualité pour ces derniers.

***Les plus belles victoires ne sont pas forcément celles que l'on revendique à grand renfort de com ! Pour nous l'action syndicale se niche dans les détails de l'amélioration du quotidien des jeunes et des professionnels, précisément là où se trouve le SNPES 95, alors n'hésitez pas à nous contacter.....***

**TOUS ENSEMBLE, ON LACHE RIEN**

[Snpespjj95@gmail.com](mailto:Snpespjj95@gmail.com)

06.11.72.34.55